





GENRE ET DÉVELOPPEMENT

6

INTRODUCTION

Le mouvement féminin international que l'on a vu renaître dans les années 70 marquait l'aboutissement de diverses luttes menées par les femmes dans de nombreux pays, elles-mêmes galvanisées par l'Année internationale de la femme (1975) et les activités de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1976-85). Il a fallu du temps, cependant, pour que le «genre» devienne une préoccupation prioritaire des milieux internationaux du développement et des institutions donatrices. L'Institut, qui tentait de réunir des fonds pour financer des recherches sur les questions des rapports sociaux entre les sexes, l'a appris à ses dépens, bien que la situation des femmes fût étudiée dans plusieurs projets. Au début des années 90, le «genre» devint un champ d'investigation majeur et les thèmes de la gouvernance et des moyens d'existence furent traités par plusieurs projets.

GENRE ET POLITIQUE

Dans toutes ses recherches, l'UNRISD s'est employé à montrer que les rapports de force et les inégalités entre les sexes sont omniprésents, contestés et inscrits dans les institutions les plus diverses, dans le ménage et le fonctionnement des marchés nationaux et mondiaux, dans les organisations communautaires, les mouvements sociaux et l'administration publique, dans les parlements nationaux et les organisations internationales.

Pendant les années 70 et 80, on a vu se manifester un regain d'intérêt pour l'histoire occultée de militantes dans le monde, qui venait remettre en question l'idée que les femmes n'étaient que des spectateurs passifs de l'histoire. Singulièrement, les femmes étaient absentes de l'historiographie dominante comme elles l'étaient de la littérature sur les mouvements populaires, qui, dans l'ensemble, avait très peu à dire sur le militantisme politique de la grande majorité des femmes, en particulier celles de la base.

Le militantisme des femmes

C'est dans ce contexte que, dans son projet sur la participation populaire (voir chapitre 5), l'UNRISD a entrepris d'étudier la participation des femmes à l'action collective et aux mouvements sociaux dans divers pays d'Amérique latine et d'Asie.

Les études de cas ont porté sur tout un éventail de sujets: la mobilisation des femmes pour dénoncer les violations des droits de l'homme; leur rôle dans les associations de quartier, les organisations d'aide alimentaire aux plus démunis, les clubs de mères et d'autres groupes formés pour obtenir que l'Etat fournisse un certain nombre de services en ville et pour défendre les niveaux de vie; les tentatives faites par des militantes dans des syndicats, des organisations paysannes et des mouvements autochtones pour créer des organes autonomes où les femmes puissent parler des sujets qui les intéressaient spécifiquement et qui étaient systématiquement écartés dans les organisations et les mouvements généraux (Jelin 1990; Omvedt 1986). Si, dans certains cas, les protagonistes elles-mêmes qualifiaient leur action collective de «féministe», contestant ainsi ouvertement la subordination des femmes, dans d'autres, on les encourageait à participer en qualité d'épouse, de ménagère, de mère et l'on faisait appel à elles dans le but déclaré de les voir défendre le niveau de vie de leurs familles et de leurs communautés.

Dans tous les cas, l'action et les objectifs des femmes conjuguèrent sur un mode nouveau l'établissement du lien entre le «politique» et le «social». En encourageant un débat public sur des questions traditionnellement associées à la sphère privée ou sociale, telles que la tutelle conjugale, les violences au foyer, les droits liés à la procréation et la reproduction sociale qui échappe aux

lois du marché, le militantisme féminin repoussait les limites des questions considérées comme publiques et politiques.

Mais ce militantisme «nouveau», apparemment conforme, en partie, à l'ordre traditionnel entre hommes et femmes, pouvait-il déstabiliser une hiérarchie des sexes profondément ancrée et entamer la subordination des femmes? Selon des témoignages verbaux recueillis par les chercheurs, nombre de femmes impliquées dans l'organisation de soupes populaires ou dans des associations de quartier (activités qui apparaissaient comme le prolongement de leur rôle domestique) voyaient dans cette participation qui leur faisait tant apprendre l'antithèse de leur isolement au foyer. Dans certains cas, le fait de se mobiliser autour d'intérêts concrets semble avoir déclenché chez les femmes un processus de changement qui a remis en question certaines des structures de l'inégalité entre les sexes. Mais ces résultats étaient loin d'être garantis. Ils étaient étroitement liés aux changements des rapports de force et du discours politique qui s'opéraient dans ces luttes collectives. Bien des questions soulevées dans ces premières études ont refait surface, plus de dix ans plus tard, dans le contexte de la restructuration néolibérale du secteur social, lorsque les organisations féminines et les ONG ont été inexorablement amenées à jouer le rôle contesté de fournisseur des services sociaux que l'Etat ne voulait plus ou ne pouvait plus rendre.

Intégration des considérations liées au genre

S'inspirant des luttes populaires menées par les femmes pour changer les organisations où les hommes dominaient, les mouvements féminins nationaux s'intéressaient de près, vers 1985, aux institutions publiques les plus à même de changer la vie des femmes. Les féministes trouvaient dans les activités du système des Nations Unies une raison de plus de vouloir transformer les institutions et les processus publics. Leur revendication de politiques de développement qui répondent aux besoins des femmes

était souvent formulée sous la forme d'un projet d'accès ou d'intégration à diverses institutions chargées d'élaborer et d'exécuter des politiques— c'est ce qu'on a appelé la démarginalisation de la question féminine. La plus importante de ces institutions a été et est toujours l'Etat, bien qu'au cours des 20 dernières années, son rôle ait été sérieusement remis en cause et qu'il ait perdu de sa capacité à gouverner (voir les chapitres 2 et 5).

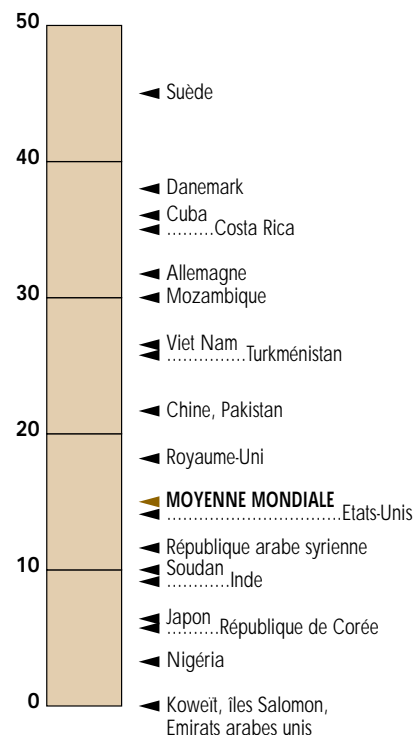
Certaines sections du mouvement féminin ont vu dans la chute de régimes autoritaires l'occasion d'essayer de peser dans la définition et l'application des politiques. Elles l'ont fait notamment en instaurant des «mécanismes» spécialisés de promotion de la femme, qui ont pris la forme de départements, de ministères ou de bureaux de la



condition féminine dans l'administration publique. Une étude comparative de ces mécanismes, entreprise par l'UNRISD dans six pays en 1993-94 dans le cadre du projet Coopération technique et vie des femmes: intégration du «genre» dans la politique de développement, a confirmé que les changements de régime politique jouaient un rôle majeur dans l'institutionnalisation des préoccupations d'égalité entre les sexes dans l'Etat (Goetz 1995). Les mécanismes de promotion de la femme, pourtant, souffraient de diverses carences. Leur manque chronique de personnel et de ressources, leur impact limité, le caractère flou de leur mandat, la méconnaissance des questions d'inégalité entre les sexes par le personnel de l'Etat et son désintérêt pour ces questions, et le fait que l'administration publique ne semblait pas reconnaître comme objectif légitime l'égalité entre les sexes, tous ces facteurs les ont gênés dans leur tâche. La prise des décisions macroéconomiques restait particulièrement récalcitrante aux incursions féministes. Les problèmes rencontrés étaient les mêmes dans les organisations multilatérales étudiées par l'UNRISD (Razavi et Miller 1995b).

Si l'on veut que la défense d'une politique de parité devienne une constante dans l'administration publique, il faut qu'elle s'appuie sur une base politique active hors de l'Etat. Or, il s'est révélé difficile d'établir ou d'exploiter une relation itérative entre les unités féminines dans l'administration publique et les femmes au sein de la société civile. Ayant souvent vu au cours de l'histoire

FIGURE 6.1
LES FEMMES DANS LES
PARLEMENTS NATIONAUX



■ Le pourcentage des sièges détenus par les femmes dans la chambre basse ou l'unique chambre de certains pays, et la moyenne mondiale

Source: UIP 2003.

les organisations féminines récupérées par les partis politiques dominants et l'Etat, et les femmes et parentes de dirigeants nationaux occuper des postes en vue, certaines organisations féminines se méfiaient des mécanismes de promotion de la femme liés à des partis et de l'intégration comme enjeu politique. Cette réticence même à être trop étroitement associé à ces appareils rend difficile une collaboration stratégique (Miller et Razavi 1998).

LES DROITS DES FEMMES ET LA JUSTICE ENTRE LES SEXES

Les stratégies de démarginalisation se sont inscrites dans une démarche plus large, celles des féministes pour démocratiser les institutions politiques en les obligeant à s'expliquer davantage devant les citoyennes. Ces efforts ont coïncidé avec d'autres évolutions survenues dans l'ordre du jour international depuis les années 90, notamment l'importance attachée à la démocratie et à un développement fondé sur les droits. Dans ce climat politique, les mouvements féminins ont trouvé les gouvernements et les parlements plus accessibles à certaines de leurs revendications. De nombreux pays ont appliqué des lois qui reconnaissent aux femmes des droits dans des domaines sensibles tels que le divorce, la garde des enfants, les violences au foyer et la procréation. Pourtant, si l'on a réussi à soulever ces questions controversées et peut-être même à légiférer sur ces sujets, ce succès n'a pas été suivi, pour

«LES IDÉES MAÎTRESSES
DU DÉVELOPPEMENT
CHANGENT AVEC
LE TEMPS. ETANT DONNÉ
LA DIVERSITÉ DU
MONDE ET LA RAPIDITÉ
DU CHANGEMENT,
IL EST NORMAL QU'IL EN
SOIT AINSI. NÉANMOINS,
SI LES EFFORTS DE
DÉVELOPPEMENT SE
DOIVENT DE FAIRE
PROGRESSER LE MONDE,
IL EST NÉCESSAIRE
QU'ILS S'APPUIENT SUR
UNE CONNAISSANCE
DE LA FAÇON DONT
OPÈRENT LES FORCES
DE LA PAUVRETÉ ET DE
L'INÉGALITÉ. OR, DEPUIS
SES PREMIERS TRAVAUX
SUR LA PARTICIPATION
ET LES INDICATEURS
SOCIAUX JUSQU'À SES
ÉTUDES RÉCENTES



SUR LE GENRE, LA GOUVERNANCE ET LA MONDIALISATION, C'EST PRÉCISÉMENT SOUS CET ANGLE QUE L'UNRISD ATTAQUE LES GRANDS PROBLÈMES DU MOMENT. A UNE PÉRIODE OÙ LES IDÉES SUR LA SOLIDARITÉ, L'ENGAGEMENT ET LA COMMUNAUTÉ D'INTÉRÊTS SONT LA CIBLE D'ATTAQUES SOUTENUES, SA VISION DE LA JUSTICE SOCIALE EST PLUS PERTINENTE ET PLUS MOBILISATRICE QUE JAMAIS.»

NAILA KABEER,
CHARGÉE DE RECHERCHE,
POVERTY AND
SOCIAL POLICY TEAM,
INSTITUTE OF
DEVELOPMENT STUDIES,
ROYAUME-UNI

la majorité des femmes, d'une amélioration de la qualité de la vie. Pendant les années 80 et 90, les inégalités de revenu n'ont cessé de se creuser et la pauvreté de gagner du terrain, au moment même où le rôle de l'Etat dans la protection sociale était sérieusement contesté et affaibli.

Dans le cadre de sa contribution à Beijing+5, l'UNRISD a mené une réflexion sur le bilan contrasté des années 90 et sur l'importance donnée aux droits et à la démocratie dans les politiques internationales du développement (Molyneux et Razavi 2002). Les recherches ont porté sur trois séries de questions: les tensions entre les politiques économiques et sociales à l'ère du néolibéralisme et l'exercice par les femmes des droits de la personne; la mesure dans laquelle des Etats et mouvements qui se disent démocratiques ont favorisé la présence des femmes en politique et ont répondu aux préoccupations qu'elles ont exprimées; et les tensions entre la culture (et l'identité) comme enjeux politiques et ceux de l'égalité entre les sexes. Plusieurs conclusions se dégagent de ces travaux.

Premièrement, les recherches ont montré que les politiques néolibérales avaient fait évoluer les politiques publiques dans un sens défavorable aux femmes, étant donné la nature récessive de la politique macro-économique, l'aggravation de l'instabilité économique et la capacité réduite de l'Etat de percevoir des ressources aux fins de la redistribution et de la protection sociale.

Deuxièmement, si les femmes étaient devenues une force politique importante dans de nombreux pays, leur participation politique n'était pas suffisamment institutionnalisée et ancrée dans les mœurs. Là où les femmes de la société civile n'avaient pas été en mesure comme électorat d'obliger l'Etat ou le parti dominant à leur rendre des comptes et où leur entrée en politique avait constitué moins un droit qu'une faveur accordée par des Etats ou des partis peu habitués à appliquer les règles de la démocratie à leur organisation interne, les partisans de la parité n'avaient pas pu proposer des changements profonds. Troisièmement, les droits culturels des minorités (ou de communautés) avaient trouvé d'ardents défenseurs au cours des dernières années et des lois avaient été adoptées pour les faire reconnaître (voir encadré 6.1). Mais il y avait toujours le risque de voir les revendications culturelles s'inscrire dans une conception monolithique de la culture trop attachée au consensus interne. Dans une telle conception, les coutumes sociales sur lesquelles s'appuyait la domination masculine étaient souvent représentées à tort comme des pratiques que «la société» voulait préserver. La meilleure façon d'éviter cet écueil était de laisser s'exprimer d'autres voix, capables de suggérer des interprétations plus nuancées de l'interface et des tensions entre l'égalité culturelle et sexuelle et susceptibles de modifier la conception qu'on avait de l'une et de l'autre (Phillips 2002).

Encadré 6.1—La lutte des femmes autochtones pour la justice au Chiapas, Mexique

Sous les pressions incessantes des mouvements sociaux nationaux et étrangers, le Mexique a modifié sa constitution en 1992 pour reconnaître la composition multiculturelle de la nation. Beaucoup ont vu là une victoire du mouvement indien au Mexique et un pas vers l'instauration de relations nouvelles entre les populations autochtones et l'Etat-nation. Mais cette évolution apparente vers l'acceptation officielle du multiculturalisme n'était pas sans contradiction. Dans certains cas, des lois favorables aux autochtones—qui leur reconnaissent le droit à leurs propres normes et pratiques—s'étaient déjà exercées aux dépens des groupes faibles et marginalisés dans les communautés autochtones. Par exemple, le droit coutumier mexicain, à quelques exceptions près, ne reconnaît pas les droits des femmes à la terre, et les institutions politiques coutumières interdisent aux femmes et aux minorités religieuses d'exercer des fonctions politiques. Les hommes sont autorisés à «se faire obéir» de leur femme et de leurs enfants en les battant, et les actes de violence contre les femmes peuvent être tolérés, même s'ils entraînent la mort. Comment, dans ces conditions, concilier les revendications et droits culturels et les droits des femmes en tant que personnes?

Les nombreux conflits qui opposent les droits des femmes et le droit coutumier sur les questions de violence au foyer, d'enlèvement de la mariée et de viol n'ont rien d'étonnant.

Les femmes autochtones, en particulier, se trouvent placées devant une double tâche: défendre leurs droits à leur propre culture vis-à-vis de l'Etat mexicain et en même temps remettre en question chez les Indiens des conceptions essentialistes et statiques de la culture et de la tradition qui ont des conséquences néfastes sur la pleine réalisation de leurs droits de femmes.

Au Chiapas, l'Armée de libération nationale zapatiste, communément appelée les zapatistes, a tenté de concilier droits des femmes et droits culturels autochtones. Les zapatistes préconisent des formes de règlement des conflits s'inspirant à la fois du droit national et du droit international. Ils favorisent activement de «nouvelles traditions» laissant une place égale et plus active aux femmes. Les propos que tiennent les femmes autochtones pendant les ateliers et lors d'entretiens, ainsi que les documents de divers congrès et rencontres ayant eu lieu depuis la révolte zapatiste, dépeignent une culture dynamique, en pleine évolution. Une partie importante des femmes autochtones, dirigées par des militants zapatistes, a choisi de se battre sur plusieurs fronts. Elles agissent en groupe de pression pour obtenir que soit inscrit dans la constitution le droit des populations autochtones à l'autonomie et, en même temps, elles luttent pour que leurs points de vue de femmes soient acceptés comme partie intégrante du projet d'autonomie. Elles tentent de réinventer la tradition sur la base d'une culture de l'équité et de la justice.

Source: Hernández Castillo 2002.

LES FEMMES ET LEURS MOYENS D'EXISTENCE

Dans quelle mesure les progrès réalisés au cours des 30 dernières années sur le plan de la participation et des droits et l'émergence des femmes comme force politique visible se sont-ils traduits par une amélioration de leurs conditions d'existence et une plus grande sécurité économique? Divers projets de l'UNRISD se sont intéressés à l'impact des processus et politiques de développement sur les femmes, notamment dans la réforme agraire et le secteur manufacturier axé sur l'exportation. Les rôles et la situation des femmes ont aussi été étudiés dans le cadre d'autres programmes de l'Institut sur les réfugiés et l'environnement, par exemple (voir chapitres 3 et 4).

Les femmes dans un monde agricole en changement

Vers la fin des années 70, des recherches ont été entreprises sur les conséquences des changements socio-économiques sur les femmes. Faute de fonds, elles se sont limitées à l'Afrique occidentale mais le travail de terrain qui a été réalisé au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Sénégal a fourni des résultats intéressants. La modernisation de l'agriculture et son entrée dans la sphère

commerciale étaient en train de révolutionner la division du travail entre hommes et femmes, mais rarement dans un sens favorable aux femmes. Les femmes des campagnes se voyaient incitées à travailler davantage dans les fermes familiales, vouées aux cultures de rapport, et à réduire ainsi le temps qu'elles pouvaient consacrer à leurs activités agricoles indépendantes, ce qui entraînait une baisse de productivité des exploitations féminines et réduisait le volume de production qu'elles pouvaient vendre ou utiliser pour leur consommation propre (Savané 1986).

Contrairement à une grande partie de la littérature de l'époque sur les femmes dans le développement, qui ne remettait pas en question les conditions défavorables dans lesquelles les femmes étaient intégrées au processus de développement, cette première étude a été entreprise par l'Institut, en parfaite connaissance des forces économiques déclenchées par les politiques nationales et mondiales. En se donnant pour priorités l'entrée de l'agriculture dans la sphère commerciale et l'intensification de la production des produits de base pour le marché mondial, la politique économique reproduisait et renforçait l'inégalité des relations entre hommes et femmes dans les campagnes africaines.

La dimension sexiste de l'évolution agricole a de nouveau retenu l'attention de l'UNRISD au début des années 90 avec le lancement d'un nouveau projet, Coopération technique et vie des femmes:

intégration du «genre» dans la politique de développement, qui traitait exclusivement des rapports sociaux entre hommes et femmes dans le développement (Razavi et Miller, 1995a). L'un des volets de la recherche consistait à déterminer de quelle façon la restructuration économique du monde agricole se répercutait sur les moyens d'existence des hommes et des femmes, en Asie et en Afrique subsaharienne. Les recherches au Viet Nam se sont intéressées à la façon dont le gouvernement comptait sur les femmes et la diversification de leurs moyens d'existence pour atteindre son double objectif—faire reculer la pauvreté et stimuler la croissance—tandis qu'en Ouganda c'était la pierre angulaire de la stratégie macro-économique du pays, la promotion de cultures d'exportation non traditionnelles, qui était examinée de très près (Kabeer et Van Anh 2000; Kasente et al. 2000).

La libéralisation de l'agriculture, l'un des éléments clés des programmes d'ajustement structurel, avait des significations et des résultats très différents dans ces deux sociétés. Elle présentait divers risques, à la fois d'insécurité alimentaire et d'intensification du travail féminin non rémunéré. Les rapports sociaux entre hommes et femmes étaient d'une importance cruciale pour expliquer le handicap des femmes. La responsabilité de la reproduction sociale reposait essentiellement



sur elles alors que leur condition même de femmes limitait leurs chances et leur accès aux ressources.

L'analyse de la pauvreté, à laquelle s'est livré l'Institut dans une perspective sexospécifique, a fait écho à ces conclusions. Elle a montré que l'identité sexuelle avait une influence déterminante sur l'accès des femmes aux ressources, matérielles et autres, et sur leurs réactions diverses aux chances qui leur étaient offertes et aux obstacles rencontrés. En analysant la pauvreté, il faut non seulement comparer les conditions d'existence des hommes et des femmes mais aussi s'intéresser aux processus d'appauvrissement dont elles résultent parce que c'est au niveau des causes que les rapports entre sexe et pauvreté sont le plus intéressants (Razavi 1999b).

A un moment où l'on accordait une importance accrue à l'accession des femmes aux droits de propriété, au travers de droits à la terre équitables pour elles, parce que l'on y voyait une solution au problème de l'accès inégal des femmes à la terre et un remède à la pauvreté féminine, l'UNRISD a attiré l'attention sur le fait que l'accès des femmes à la terre était conditionné par des forces, des dispositions et une histoire des institutions très différentes selon les pays et qu'il n'était pas toujours utile d'attribuer les difficultés qu'elles rencontraient en agriculture aux empêchements à leur accès à la terre (Razavi 2003). Il ne servait à rien non plus de reprendre

les prescriptions politiques valables pour un pays en développement pour les appliquer à un autre. Le projet Réforme agraire, genre et droits fonciers a révélé, par exemple, que, dans de nombreuses régions de l'Afrique subsaharienne, ce n'est pas le manque d'accès à la terre qui gêne les femmes à la tête de petites exploitations, bien que ce soit le facteur le plus souvent mis en avant. Ce qui semble leur manquer dans beaucoup de ces pays, ce sont les ressources pour travailler la terre, l'appui d'institutions et l'infrastructure qui leur permettaient de commercialiser leurs produits agricoles (Whitehead et Tsikata 2003).

Les recherches effectuées par l'UNRISD en Ouzbékistan ont montré que si les femmes étaient plus nombreuses à réclamer des terres, c'était dans un contexte où les emplois hors de l'agriculture, dans l'enseignement, les services de santé et les industries rurales, secteurs qui employaient naguère un grand nombre de femmes, avaient pratiquement cessé d'exister et où la population rurale se rabattait sur les lopins de terre familiaux et les terres subsidiaires pour assurer sa subsistance. La soif de terres chez les femmes semble donc exprimer à la fois le désir de reproduire les conditions de leur ancien contrat social avec les entreprises collectives (qui leur donnait accès à des lopins de terre subsidiaires) et leur désespoir devant l'absence de perspectives ailleurs (Kandiyoti 2003).

Les recherches menées au Brésil, en Afrique du Sud et en Tanzanie ont révélé que l'intérêt des femmes pour la terre s'était politisé dans les années 90 (Deere 2003; Walker 2003, Tsikata 2003). Mais même si des ouvertures démocratiques ont relancé le débat national sur la réforme agraire et donné davantage la parole à ceux et celles qui défendent les femmes, l'absence de toute action volontariste de la part de l'Etat ne présage rien de bon pour les femmes. En insistant en Afrique du Sud pour que le programme de réforme agraire repose sur la demande, le gouvernement empêche dans une large mesure les femmes rurales d'en bénéficier. On ne voit guère pourquoi, dans un tel contexte, les transferts de pouvoir et la décentralisation, qui sont souvent recommandés comme moyens de démocratiser les institutions régissant l'occupation des sols et de créer des marchés fonciers performants, iraient nécessairement dans le sens d'une plus grande équité entre les sexes et d'un accès plus juste aux ressources. Il faudrait au contraire se méfier alors des configurations du pouvoir au niveau local et des obstacles politiques et institutionnels à une plus grande équité dans l'accès aux ressources, notamment à la terre (Whitehead et Tsikata 2003).

La féminisation du secteur manufacturier axé sur l'exportation

Dans les pays en développement, le secteur manufacturier axé sur l'exportation emploie en majorité des femmes. Cette tendance, qui se confirme depuis 20 ans, prête cependant à controverse. Les ardents partisans du libre-échange font valoir que les femmes des pays en développement étaient auparavant victimes de «distorsions» du marché du travail (autrement dit de réglementations qui protégeaient les travailleurs), qu'elles ont bénéficié de marchés du travail plus «flexibles» et qu'elles seraient bien placées pour sortir «gagnantes» de la mondialisation si seulement les gouvernements des pays en développement voulaient bien libéraliser totalement leur commerce extérieur.

Bon nombre de recherches féministes menées au micro-niveau montrent aussi que le travail rétribué a pour effet d'autonomiser les femmes. Les jeunes femmes travaillant en usine pour l'exportation disent souvent préférer ce travail à d'autres options (comme les tâches domestiques et le travail non rémunéré dans l'exploitation agricole familiale). Le fait de percevoir un salaire a permis à certaines d'entre elles de contester l'emprise parentale et patriarcale sur leur vie. Pourtant, des critiques s'élèvent aussi qui dépeignent une toute autre situation: selon elles, ces ouvrières d'usine, employées dans des «sweatshops», sont

attelées aux chaînes de production mondiales et, avec les enfants qui travaillent, sont victimes de la mondialisation néolibérale. Ces dernières années, l'UNRISD a fait de nombreuses recherches dans ce domaine (Miller et Vivian 2002; Razavi 1999a; Pearson et al. à paraître). Les éléments qui s'en dégagent permettent de brosser un tableau plus nuancé et plus complexe que celui qui est présenté dans ces débats quasi caricaturaux (voir encadré 6.2).

Il ressort de ces conclusions que les réactions des femmes au contrat salarié peuvent être différentes à certains égards de celles des hommes. Il est essentiel de reconnaître le calcul que peuvent faire les femmes entre les inconvénients d'un bas salaire (et de piètres conditions de travail) et l'avantage d'être ainsi moins dépendantes de leur famille et de leur mari et moins subordonnées à eux.

Autre constatation importante: l'augmentation de la part que représentent les femmes dans l'économie mondiale a coïncidé avec une déréglementation des conditions de travail et une perte des droits liés au travail. Cela remet sérieusement en question l'idée que l'activité accrue des femmes sur les marchés mondiaux les met en situation d'exercer leurs droits économiques et de bénéficier de tout ce à quoi une activité lucrative donne droit. Dans des pays aussi divers que le Chili et la Pologne, l'abandon des principes universalistes en matière de prévoyance sociale, ainsi que la

privatisation de la sécurité sociale, ont porté un coup très dur aux droits des femmes. Dans les systèmes où les prestations sont calculées en fonction des contributions au marché du travail, les femmes sont plutôt désavantagées: leurs revenus sont généralement inférieurs à ceux des hommes et leur vie professionnelle plus courte et plus entrecoupée que celle des hommes du fait des soins non rétribués qu'elles ont dû dispenser (et auxquels le marché n'attache aucune valeur). Les droits calculés selon les lois du marché sont donc intrinsèquement biaisés en faveur des hommes.

En appliquant une réglementation sociale démocratique, les Etats peuvent supprimer une partie des risques liés au marché et améliorer la sécurité sociale. Cependant, les réglementations reflètent souvent l'équilibre des forces politiques dans la société. Les régimes d'assurances sociales qui réservent leurs prestations aux travailleurs du secteur structuré n'exercent pas de discrimination directe envers les femmes mais les défavorisent indirectement, révélant ce que l'on a défini comme un «biais sexiste» de la politique sociale. Des réglementations qui valorisent les contributions et les besoins *différents* des femmes servent mieux les intérêts de ces dernières que celles qui ne font pas de différence entre les hommes et les femmes. La mesure dans laquelle les politiques sociales servent les intérêts des femmes tient à des décisions politiques qui dépendent elles-mêmes de la solidité des revendications féminines de justice, ainsi que des cadres analytiques et

Encadré 6.2—L'emploi féminin dans les secteurs d'exportation

On avait tendance à penser, vers le milieu des années 90, que la croissance du commerce international des produits manufacturés était, dans l'ensemble, favorable à l'activité rémunérée des femmes.

Pourtant le tableau n'est pas uniformément positif.

- > Le travail en usine est souvent néfaste à la santé, à cause de l'emploi de substances cancérogènes et du nombre d'heures de travail. Il est généralement répétitif, monotone et la cadence en est rapide de sorte que de jeunes femmes en sortent prématurément usées.
- > Les femmes se retrouvent aux plus bas échelons, tant dans les usines de confection que d'électronique. Elles sont très souvent recrutées comme manœuvres, avec des perspectives de promotion très limitées, et ne reçoivent qu'une formation rudimentaire.

De plus, au macro-niveau, plusieurs tendances récentes remettent en question la viabilité de la stratégie d'exportation.

- > Dans certaines branches du secteur manufacturier dont la production est destinée à l'exportation, les emplois se masculinisent à nouveau à mesure que les modes de production donnent une plus large place aux qualifications et aux capitaux.
- > Les pays qui ont accéléré leur production de biens manufacturés destinés à l'exportation ont vu les termes de l'échange se dégrader entre 1985 et 1995.
- > Comme les biens qui étaient manufacturés dans le pays ont été remplacés par des articles d'importation bon marché, les possibilités d'emploi pour les femmes dans le secteur manufacturier se sont raréfiées.

Source: Miller et Vivian 2002; Pearson et al. 2003

institutionnels dominants dans lesquels se situent le débat public et les choix politiques. Certaines de ces questions font actuellement l'objet de recherches dans le cadre du nouveau projet de l'UNRISD Genre et politique sociale (voir encadré 2.3).

Il ressort clairement des recherches de l'UNRISD sur les dimensions sexospécifiques du développement que, si les femmes participent aujourd'hui plus largement à la vie politique, ces progrès vont de pair avec l'affirmation d'un modèle de développement assujéti aux lois du marché, qui refuse à des catégories entières de femmes la possibilité de prétendre à des droits et d'accéder à une plus grande sécurité économique. La période de la montée du libéralisme a été associée à quelques avancées limitées sur le plan des droits formels des femmes, mais n'a pas offert l'environnement politique propre à permettre la réalisation de ces droits à une large échelle (Molyneux et Razavi 2002). Les recherches ont aussi montré que les lois à elles seules ne suffisent pas à instaurer l'égalité entre les sexes mais qu'il faut aussi une approche multidimensionnelle pour mettre au point les politiques adaptées, sociales et économiques, ainsi que les institutions et processus démocratiques qui permettront aux femmes de s'exprimer et de se faire entendre.